

**PREFECTURE
DES BOUCHES-DU-RHONE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par : Mme LE PAPE

☎ 04.91.15.61.56

ILP/MR

N° 98-4/181-1997 A

T.
/

**ARRÊTÉ
IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES
à la Société PORT PETROLIER DE GIVORS
à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles 4-2 et 7-1,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'Eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment ses articles 18 et 20,

VU l'arrêté préfectoral n° 96-332/15-1996 A du 13 novembre 1996 autorisant la Société PORT PETROLIER DE GIVORS à exploiter une unité de bromure de méthyle à PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 18 novembre 1997,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 18 décembre 1997,

VU l'avis du Sous-Préfet d'ARLES du 19 décembre 1997,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la Société dans le cadre du renforcement de la mise en place de garanties financières pour la mise en activité de certaines installations,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

.../...

ARRÊTE :

ARTICLE 1er

La Société Anonyme PORT PETROLIER DE GIVORS, dont le siège social est situé Place du Bassin, 69702 Givors, est autorisée à poursuivre l'exploitation de l'unité bromure de méthyle sur son site de Port Saint Louis du Rhône sous réserve du respect des prescriptions ci-après qui complètent l'arrêté d'autorisation n° 96-332/15-1996 A du 13 novembre 1996.

ARTICLE 2

L'article 3 de l'arrêté n° 96-332/15-1996 A du 13 novembre 1996 est complété par les dispositions suivantes :

3.8 - Garanties financières

En vertu de l'article 23.3.3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, l'exploitant doit fournir avant le 14 janvier 1998 l'attestation de garanties financières pour un montant minimal de 13 745 000 F.

Ce montant sera réactualisé tous les cinq ans en se basant sur l'évolution de l'indice TP01 des travaux publics ou dans les six mois suivant une augmentation supérieure à 15 % de cet indice sur une période inférieure à cinq ans (le TP01 de référence est pris à la date de notification du présent arrêté).

L'attestation de renouvellement des garanties financières sera adressée au moins trois mois avant leur échéance.

L'absence de garanties financières conduit à la mise en oeuvre des dispositions prévues aux article 4.2 et 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée.

ARTICLE 3

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspecteur des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspecteur des Installations Classées, de l'Inspecteur du Travail et du Chef du Service Maritime des Bouches-du-Rhône.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 4

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 5

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 6

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'ARLES,
- Le Maire de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- ✕- Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et sociales,
- Le Chef du Service Maritime des Bouches-du-Rhône,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le 26 MAR 1998

POUR COPIE CONFORME
par délégation
Le Chef de Bureau,

M. Invern
Martine INVERNON



Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Pierre SOUBELET